

Les luttes politiques en France dans les années 1930

Document 1 : extrait de *Service public*, F de la Roque, décembre 1934, p. 18-19

Plan d'action

Qu'entendre par plan d'action sinon le tableau raisonné des efforts (...) vers un but supérieur désigné une fois pour toutes ?

Le but supérieur (...) il me suffira quant à présent de la qualifier : relèvement et continuation de la France, unité politique, géographique, spirituelle, traditionnelle. Toute considération de régime ou de formule constitutionnelle doit être inébranlablement maintenue à son rang de moyen, de procédé pour atteindre à l'objectif et s'y accrocher.(...)

Mystique française d'une France qui se survit et qui progresse. Réveil de la conscience individuelle et collective du peuple par l'épanouissement libre et encouragé des ressorts essentiels ; ceci dans le cadre protecteur, coordinateur et conducteur des disciplines nationales renouvées, imposées. Elimination des influences irresponsables, clandestines, égoïstes qui, sous le signe du parasitisme et de l'étatisme, corrompent l'existence publique s'opposant au reclassement des valeurs. Adaptation des progrès sociaux et scientifiques aux données fixes dont nulle civilisation ne saurait se passer sans retour à la barbarie préhistorique : Travail Famille, Patrie

Document 2 : une de l'Humanité, vendredi 19 juin 1936

On établit, en Roumanie, que les **CROIX DE FER** qui viennent d'accomplir un attentat, sont les **agents de Hitler**.
On établit, en Hongrie, que les **CROIX A LA FAUX**, jugés pour complot terroriste, sont les **agents de Hitler**.
Et, en France, les **CROIX DE FEU**...

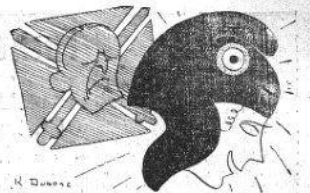
l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (S.F.I.C.)

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
138, RUE MONTMARTRE, PARIS (2^e)
LE NUMÉRO : 30 CENTIMES

33^e ANNÉE. — N° 13.699
VENDREDI 19 JUIN 1936
DEUX ÉDITIONS

Fondateur : JEAN JAURÈS
Directeur : MARCEL CACHIN
SÉNATEUR DE LA SEINE



Éclipse totale

UN DEUIL MONDIAL Maxime Gorki est mort



Une décision qui appelle des actes

LA DISSOLUTION DES LIGES FASCISTES PRONONCÉE PAR LE GOUVERNEMENT DOIT ÊTRE IMMÉDIATE ET TOTALE !

Sont atteints par les décrets : Croix de feu, Solidarité « française », Francistes, Jeunesses « patriotes », qu'il ne faut pas laisser jouer la comédie — à terminer elle aussi ! — des Camelots du roy dissous sans l'être

La nouvelle, en colera beaucoup de tout en fait, de chaque en ardoise, à travers le litte pays de France. Le gouvernement issu du Front populaire, a ordonné la dissolution des liges fascistes.
C'est la volonté de la nation qui, pour être satisfaite, attend non des textes, mais des actes.
On sait trop, par l'exemple des camelots du roy, que la dissolution n'est restée fictive : ceux-ci, réunis groupés autour de leur journal, ont en fait subsisté ; ils ont défilé en rangs dans Paris le mois dernier.
Le procédé envisagé par les fascistes consistait à changer de nom, de titre, d'étiquette — et c'est tout.
Heureusement, Marc Rucart et S. Jeanneney ont prévu la manœuvre. Ils ont tenté d'écarter, affirmant-ils, dans les comités de leurs décrets, les « Parti

Faisons sentir les masques !
Quand un groupement a prouvé sa malhonnêteté, il devient inutile d'essayer de le faire passer pour honnête. Il faut le faire disparaître.
Il faut perquisitionner les sièges des Liges et les cachettes des ligesurs, dont nous avons (le Populaire avec nous) prouvé qu'ils ont des armes.
Il faut fermer les locaux, où les associations renouaient sous des noms divers et sous des prétextes variés.
Il faut interdire ceux des journaux qui ne sont que les moyens d'expression des fascistes.
Il faut arrêter les préchiers de massacre entre Français, les annonceurs d'heure H..., les provocateurs au meurtre et les propagandistes de la désertion en cas d'agression fasciste sur notre pays.
Et c'est là l'œuvre de la nation française est urgente et exige que nous

l'Élysée, sous la présidence de M. L. B. ...
M. Rucart, ministre de l'Intérieur, et M. Rucart, ministre de la Justice, ont soumis à la signature du président de la République les décrets frappant de dissolution les associations, conformément à la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et les milices privées.
Finances
M. Vincent-Auriol, ministre des Finances, a soumis à l'approbation du président de la République des projets de loi : 1^{er} organisant la comptabilité publique ; 2^e renforçant les pénalités en matière de dissimulation d'avoirs à l'étranger, et envisageant, sous certaines conditions, une amnistie fiscale ; 3^e reorganisant la Banque de France.
Agriculture
M. Georges Monnet, ministre de l'Agriculture, a fait approuver par le président de la République un projet d'organisation d'un Office national du

LA LUTTE POUR LE PAIN

Victoire au Louvre

Les employés obtiennent notamment des augmentations de salaire de 300 à 400 francs par mois et de 5 à 25 p.100
Les pourparlers sont en bonne voie pour les autres magasins

Plus de 12.000 travailleurs des Services publics ont tenu hier, à Japy, un meeting enthousiaste et présenté leurs revendications au Préfet de la Seine.

En province, des accords ont été signés à Brest, Lorient, Dunkerque, Rouen, La Rochelle, Rennes, Marseille, etc...

